



À l'école, la peur des sureffectifs

ÉDUCATION À la rentrée, 2 265 classes devraient fermer en primaire. Parents et profs redoutent que les élèves en pâtissent

Dans de nombreuses écoles, la colère ne retombe pas. Cette semaine encore, des parents, des enseignants et des élus se sont mobilisés contre les fermetures de classes prévues à la rentrée 2023. Les réunions sur la carte scolaire, chaque année sources de tensions, ont beau s'être déroulées il y a plus d'un mois, la fronde se poursuit. Et les déclarations fin mars de la Première ministre, Elisabeth Borne, promettant d'anticiper davantage en milieu rural n'ont pas apaisé les esprits.

Face à la baisse continue du nombre d'élèves (près de 64 000 en moins dans le primaire, 800 dans le secondaire en septembre), le ministère de l'Éducation nationale a prévu de supprimer 667 postes d'enseignants dans le premier degré, 481 dans les collèges et lycées publics, et environ 500 dans le privé. Mais la Rue de Grenelle se veut rassurante : la chute démographique n'étant que partiellement répercutée, le nombre d'élèves par classe (21,7 en primaire) devrait continuer à diminuer.

Certes... Mais c'est la première fois depuis 2017 qu'il y a des suppressions de postes dans le premier degré. « Une saignée ! », réagissent les opposants. Le SNUipp-FSU, syndicat majoritaire, recensait le 4 avril au moins 2 265 fermetures nettes de classes à l'école primaire (décidées à l'échelle des départements, sur environ 260 000). La contestation reste vive : occupation d'écoles, assemblées générales, courrier d'élus au ministre, pétitions (plus de 67 000 signatures pour celle de la FCPE), manifestation à Paris devant Bercy le 15 avril...

L'académie de Paris, qui devrait perdre plus de 3 000 écoliers à la rentrée, est en première ligne. « On n'a jamais eu autant de fermetures de classes dans le premier degré [173,

contre 16 ouvertures à la rentrée 2023], même sous Nicolas Sarkozy ! », dénonce le SNUipp-FSU départemental. 28 % des établissements concernés sont situés en réseau d'éducation prioritaire. « En CE2, on risque de passer de 17 à 22 enfants par classe, déplore une maman d'une école située dans le quartier de la

Goutte-d'Or. Avec un public très défavorisé, des enfants hébergés en hôtel social, ça va être compliqué ! »

Parmi les académies les plus touchées figurent aussi le Nord, la Normandie, Nancy-Metz ou Amiens. « Les classes seront plus chargées, ce qui risque de limiter l'inclusion des enfants en situation de handicap », regrette Alain Talleu, du SNUipp-FSU du Nord, qui pointe aussi de gros soucis de remplacement. Le second degré n'est pas épargné : « Certaines options vont disparaître », prédit le Snes-FSU, syndicat majoritaire.

Les territoires ruraux sont aussi à la peine. Ainsi à Guéret, dans la Creuse, l'école Cerclier-Guéry, qui compte pourtant deux Ulis (dispositifs pour scolariser des enfants en situation de handicap) et une unité d'enseignement élémentaire autisme, perd une classe. Même chose pour l'école Jacques-Prévert, en quartier prioritaire de la politique de la ville, qui brasse 29 nationalités : « On va devoir faire des classes à double niveau, confie la directrice. Une catastrophe quand on sait qu'entre la moitié et deux tiers des enfants sont en difficulté scolaire. »

Ces suppressions, reconnaît Jean-Paul Carteret, chargé de l'éducation à l'Association des maires ruraux de France, « c'est un crève-cœur ». Pour lui, « il faut considérer l'école comme un levier d'aménagement du territoire ». Et quant à l'annonce du ministre de dessiner la carte scolaire sur trois ans en milieu rural dès la rentrée 2024 ? Frédéric Leturque, son homologue de l'Association des maires de France, l'approuve. « Mais, ajoute-t-il, il faut aussi que ce soit le cas pour les territoires ultramarins, de haute montagne et les quartiers

d'éducation prioritaire... Bref, pour toutes les communes de France ! »

Les contestataires semblent moins convaincus. « Si c'est pour gérer la pénurie, ça ne sert à rien, estime Grégoire Ensel, président de la FCPE. Il faut profiter de la baisse démographique pour repenser le service public de l'éducation. » Les syndicats enseignants partagent ce point de vue, invitant à alléger les effectifs des classes (la France est au-dessus des moyennes de l'OCDE) et à mieux accompagner des élèves éprouvés par la pandémie et les difficultés financières de leur famille.

Le ministère a réparti les dotations entre académies selon trois critères : l'évolution démographique, les moyens pour accompagner les politiques éducatives nationales et la nécessité de soutenir celles qui sont sous-dotées. Mais des ajustements seront possibles à l'échelle départementale en juin et à la rentrée. « Il ne faut pas lâcher, martèle Sylvaine Baehrel, à la tête de la FCPE parisienne. Le rectorat évoque 800 fermetures de classes d'ici trois à quatre ans ! » Le bras de fer risque de durer. ●

MARIE QUENET

« Avec un public très défavorisé, ça va être compliqué ! »

Une maman à Paris



À Moulins-Engilbert (Nièvre), le 27 février.
JEAN-LUC
LUYSSEN/REA

